



Direction générale délégué à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire

Département Urbanisme et Habitat

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Commune de VERTOU « BEAUTOUR centralité »

Etude urbaine

**Mission d'études et d'assistance a maîtrise d'ouvrage
en vue de la définition d'un plan guide**

Habitat – Activités – Services – Espaces publics

Règlement de la Consultation (R.C.)

Procédure formalisée

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. annexe au présent règlement de la consultation)**

**La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence
(A.A.P.C.)**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - MODE DE CONSULTATION	3
1.3 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 – NOMENCLATURE INTERNE ET COMMUNAUTAIRE	4
<u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>4</u>
2.1 - DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.3 – DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
<u>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ÉLECTRONIQUES</u>	<u>4</u>
4.1 – CONTENU DE LA CANDIDATURE ÉLECTRONIQUE	5
4.2 – CONTENU DE L'OFFRE ÉLECTRONIQUE	6
<u>ARTICLE 5 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 6 : DOCUMENTS À PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</u>	<u>7</u>

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur une **étude urbaine : Mission d'études et d'assistance a maîtrise d'ouvrage en vue de la définition d'un plan guide – Commune de Vertou.**

Le marché prendra la forme d'un marché ordinaire à prix mixtes.

1.2 - Mode de consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Aucun allotissement n'est prévu en ce qu'il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

Néanmoins, les études comportent une tranche ferme comprenant 4 étapes et 3 tranches optionnelles définies comme suit :

Tranche ferme	
Étapes	Détail des étapes
1	Diagnostic synthétique – définition des enjeux et invariants (durée de 4 mois)
2	Scénarios d'aménagement et de programmation (durée de 4 mois)
3	Approfondissement du plan guide (durée de 4 mois)
4	Déclinaisons pré-opérationnelles et réglementaires (durée de 4 mois)

Tranches optionnelles	
N°	Contenu
1	Définition, conception et animation d'une démarche de concertation (durée de 16 mois)
2	Rédaction CCTP pour modélisation d'étude de flux de déplacements + intégration étude de modélisation (durée de 6 mois)
3	Mission de coordination architecturale, urbaine et paysagère (mission d'AMO en vue de l'accompagnement des projets d'initiative privée) (durée de 16 mois)

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Compétences attendues

Les candidats pour cette consultation devront se présenter sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la réalisation des études, c'est-à-dire :

- un urbaniste ou un architecte-urbaniste ;
- un paysagiste concepteur ;
- un spécialiste VRD / mobilités ;
- un programmiste (habitat, commerce, services, équipements...).
- Un spécialiste concertation, le cas échéant

Le candidat désignera un chef de projet, responsable de l'étude dont les missions seront notamment les suivantes :

- être l'interlocuteur principal du maître d'ouvrage ;
- être présent à toutes les réunions organisées par la maîtrise d'ouvrage ;
- contribuer à la réalisation d'une part significative de l'étude ;
- assurer la coordination des différents co-traitants durant les différentes phases de l'étude ;
- alerter la maîtrise d'ouvrage sur les éventuelles difficultés rencontrées dans la conduite des travaux.

1.5 – Nomenclature interne et communautaire

Famille – nomenclature achats interne	ETS03 – Études, conseils assistances en urbanisme
Code CPV	Études de faisabilité, service de conseil, analyse. (712410009)

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

La durée du marché est de **24 mois** à compter de sa notification.

2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **cinq (5) mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe « Données de la collectivité »
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- La Décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F)
- Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) – le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E)

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EUROS.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants :

4.1 – Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* Lettre de candidature que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles

Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelle
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références similaires du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations réalisées et identité du client (privé ou public).

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 – Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
L'Annexe « Données de la collectivité » , dûment complétée (<u>sans que cela constitue une obligation</u> , cette annexe pouvant être renseignée par le seule titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
La Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) , dûment renseignée <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) – Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E) , dûment renseigné (dont seuls les prix unitaires seront contractuels) <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
!!! Le D.Q.E., en tant que simple commande fictive, est décorrélié du montant maximum dont est assorti la partie à prix unitaires. Les candidats ne sont pas ainsi tenus de limiter le montant de leur D .Q.E. à une somme de 13 000 € HT
La note méthodologique au sein de laquelle que le candidat détaillera : <ul style="list-style-type: none"> la composition et l'organisation opérationnelle de l'équipe que le candidat se propose de dédier à la réalisation de la mission d'études : identification et qualification des membres dédiés à la mission (le CV de chaque intervenant devra être produit), la définition du rôle de chaque intervenant, le mode de travail en équipe projet retenu, sa compréhension des enjeux du territoire à différentes échelles et des attendus et objectifs de l'étude dans ses différentes dimensions ;

- la méthodologie de travail proposée, globalement, puis pour chaque étape de la mission, et ce au regard des enjeux identifiés et de l'organisation de la maîtrise d'ouvrage
- un calendrier prévisionnel de réalisation intégrant les temps d'arbitrages et de validation, les temps d'intervention dédiés par étape et par co-traitants et intervenants (en jours)

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères et sous-critères	Coefficient
Valeur technique (à l'aune de la note technique et méthodologique)	65
Qualité et cohérence de la composition et de l'organisation opérationnelle de l'équipe que candidat se propose de dédier à la réalisation de la mission d'études	15
Pertinence de la compréhension par le candidat des enjeux du territoire et des attentes de l'étude	20
Pertinence de la méthodologie que le candidat se propose d'adopter, globalement et pour chaque phase, au titre de la réalisation de l'étude et pertinence du calendrier prévisionnel de réalisation proposé au CCTP	30
Développement durable	5
Pertinence des mesures que le candidat entend déployer afin d'inscrire ses prestations dans une démarche de développement durable	5
Critère Prix	30
Prix global et forfaitaire	25
Montant du D.Q.E.	5

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6 : Audition éventuelle

Après élimination des offres inappropriées au sens de l'article L2152-4 du Code de la commande publique, et des offres inacceptables au sens de l'article L2152-3 du même Code, **le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'appeler les candidats à préciser**, conformément aux dispositions de l'article R2161-5 du Code de la commande publique, **la teneur de leur offre lors d'une audition.**

Les auditions seront menées dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

Conformément aux dispositions précitées de l'article R2161-5 du Code de la commande publique, les auditions ne peuvent en aucun cas donner lieu à une négociation avec les candidats.

Les candidats ne seront autorisés qu'à expliciter ou préciser la teneur de leur offre, à l'exclusion de toute mise en conformité ou modification de la teneur de leur offre. En aucun cas, les auditions ne peuvent donner lieu à la remise d'une nouvelle offre.

Les précisions apportées par les candidats à la teneur de leur offre dans le cadre de l'audition donneront lieu à une demande de confirmation par courrier de l'acheteur (adressé à travers le profil acheteur). La (les) réponse(s) apportées à cette demande constitueront une pièce du marché, conformément aux stipulations de l'article 2 du C.C.A.P..

Les auditions se tiendraient début février 2025.

Article 7 : Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

Article 8 : Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt :
contact.marches@nantesmetropole.fr